



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**modifiant les conditions d'exploitation d'installations de traitements électrolytiques et chimiques de pièces métalliques par la société Angoulême Traitement de Surface (ATS)**

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46, ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1988 autorisant l'exploitation d'une unité de traitements électrolytiques et chimiques de pièces métalliques située à Angoulême par la société ANGOULÊME TRAITEMENT DE SURFACE (A.T.S.) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 novembre 2009 autorisant la société Angoulême Traitement de Surface (ATS) à l'exploitation d'une unité de traitements électrolytiques et chimiques de pièces métalliques située zone industrielle des Agriers à Angoulême ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20120050015 du 5 janvier 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (seconde phase : surveillance pérenne, programme d'actions et étude technico-économique) concernant la société ATS sise ZI des Agriers à Angoulême ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;
- Vu** l'étude de dangers actualisée du site transmise à la préfète par la société ATS en novembre 2019 ;
- Vu** le dossier de modification notable porté à la connaissance de Mme la préfète par la société ATS le 19 octobre 2023 concernant l'exploitation d'une unité de traitement des effluents par évapo-concentration sur son site des Agriers à Angoulême ;
- Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées ;
- Vu** le courriel transmis à l'exploitant le 11 août 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications apportées sur le site ont permis d'améliorer les stockages extérieurs des consommables et matériels et de pouvoir confiner les eaux d'extinction incendie à

l'intérieur du bâtiment afin de ne pas entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications apportées au traitement des effluents du site vont permettre, par l'absence de rejet, de ne plus avoir d'impact sur le milieu naturel à savoir La Charente, favorisant les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que des prescriptions sur les eaux pluviales de ruissellement étaient absentes dans les arrêtés préfectoraux précédents, elles ont été ajoutées afin d'avoir un suivi de pollution avant rejet de ces eaux météoritiques dans le réseau de collecte communale d'eaux pluviales ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> - PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

La société Angoulême Traitement de Surface (ATS), n° SIRET 344 020 383 00024, dont le siège social est situé Zone Industrielle Les Agriers, impasse des bosquets 16 000 Angoulême, dénommée « l'exploitant » dans la suite de l'arrêté, autorisée à exploiter une unité de traitements électrolytiques et chimiques de pièces métalliques sur le territoire de la commune d'Angoulême (16000) à la même adresse que le siège social, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS

Les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes correspondantes :

#### I – Article 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Angoulême Traitement de Surface (ATS) sise zone des Agriers à Angoulême est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune d'Angoulême dans la zone industrielle des Agriers, des installations classées suivantes :

Rubrique Alinéa	A, E, D, DC <sup>(*)</sup>	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature de l'installation	Quantité
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.	Bains de zinc-nickel et de zinc	Volume des cuves : 46 m <sup>3</sup>

A : Autorisation

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou matières plastiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM d'août 2006.

#### II – Article 2.6. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le document suivant :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / Échéances
8.5.1	Bilan de fonctionnement	31/12/2016 puis tous les dix ans

#### III – Article 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Débit maximal journalier	Débit maximal horaire
Eaux souterraines	///	///	X : 476700 Y : 6510070	3 m³/jour	2,5 m³/h

#### **IV – Article 5.1.6 – TRANSPORT DES DÉCHETS**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur de l'exploitation doit être accompagné d'un bordereau électronique issu du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets en application de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

L'exploitant doit avoir une traçabilité de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets dangereux en renseignant un registre inclus dans la base de données électroniques centralisées dénommées « registre national des déchets » comme prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatif à la collecte, au transport, au courtage et négoce des déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 3 – ARTICLES ABROGÉS**

Toutes les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2012 susvisé sont abrogés.

Les prescriptions des articles 4.3.5, 4.3.6, 4.3.7, 4.3.8, 8.2.2, 8.4.1 à 8.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2009 susvisé sont abrogées et remplacées par l'article suivant :

#### **ARTICLE 4.4 – INTERDICTION DE TOUT REJET D'EFFLUENT AQUEUX INDUSTRIEL**

Par la mise en place d'un système de traitement des effluents résiduels permettant de recycler l'eau pour le réinjecter dans le process industriel, l'exploitant n'est plus autorisé à procéder au rejet de ces effluents vers le milieu naturel quand bien même un traitement serait opéré avant rejet.

En cas de nécessité de rejet vers le milieu naturel, l'exploitant doit en informer le préfet par le dépôt d'un dossier à instruire.

La prescription de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 est abrogée et remplacée par les suivantes :

#### **ARTICLE 7.4.9 – DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La rétention globale est assurée par la mise en place de barrières de rétention intérieures semi-automatiques au niveau de l'atelier de traitement de surface correspondant à une capacité de rétention de 450 m<sup>3</sup>. Les barrières sont déclenchées manuellement par le personnel ou automatiquement sur détection de présence de fluide.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

La prescription de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 est abrogée et remplacée par la suivante :

#### **ARTICLE 7.5.1 – MOYENS DE LUTTE CONTRE UN INCENDIE**



L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre suffisant au niveau des bâtiments,
- une bouche à incendie référencée 385 de 77 m<sup>3</sup>/h située près de l'entrée du site,
- un poteau incendie référencé 438 de 120 m<sup>3</sup>/h à l'angle de la rue des Chaumes Rondes et de la rue des Argentiers, soit à moins de 100 m,
- un poteau incendie complémentaire situé au début de l'impasse des bosquets.

Le besoin en eau nécessaire pour lutter contre un incendie est de 240 m<sup>3</sup> sur une période de 2 heures.

#### ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les articles suivant sont rajoutés à l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 dans l'ordre de numérotation.

##### ARTICLE 4.3.9. LOCALISATION POINT DE REJET - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES DE RUISSELLEMENT AVANT REJET

Le réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement est différencié selon qu'elles viennent de la toiture et de la voirie.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence découverts.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur d'hydrocarbure, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que le bordereau de traitement de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le réseau de collecte des eaux pluviales polluées aboutit à un point de rejet présentant les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	Coordonnées du point de prélèvement en Lambert 93
Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Milieu naturel récepteur	Eaux pluviales de voiries Réseau public d'eaux pluviales Sans traitement La Charente	X : 476730  Y : 6510123

**Eaux pluviales :** Des rejets d'eaux pluviales sont réalisés sur le site, notamment au niveau du point identifié dans le dossier de réexamen IED susvisé.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	30
DCO	150
Hydrocarbures Totaux	5
Nickel et ses composés	2
Zinc et ses composés	3
Somme des 20 PFAS Directive EU <sup>(1)</sup> / AOF	Limite de quantification

<sup>(1)</sup> En référence aux substances du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

Sur demande justifiée de l'exploitant, la surveillance du paramètre de la somme des 20 PFAS Directive EU et des AOF peut être suspendue après accord de l'inspection des installations classées

et dans le cas où le résultat de l'analyse de ce paramètre est inférieur à la limite de quantification pendant au moins deux campagnes consécutives.

### **ARTICLE 8.2.3. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES DE VOIRIES**

L'exploitant réalise une surveillance annuelle de la qualité des eaux pluviales au point de rejet avec le réseau de collecte communal.

En cas de dépassement des valeurs des seuils réglementaires, l'exploitant doit définir l'origine de la pollution et mettre en place une solution pour éviter que cela ne se reproduise.

### **ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 6 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté préfectoral est déposée à la mairie d'Angoulême et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Angoulême pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 7 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune d'Angoulême et sera notifié à la société ATS.

Angoulême, le **06 OCT. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean-Charles JOBART